

<http://divergences.be/spip.php?article536>



Alain Bihr

# La NovLangue néolibérale

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2007 - NÂ° 9 Septembre/September 2007 - Livres/Books -

Date de mise en ligne : lundi 17 septembre 2007

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH300/DSCN0642-c7e9d.jpg>

Les Soviétiques avaient l'habitude de dire que la Pravda (en russe : La Vérité), organe du comité central du défunt Parti communiste d'Union Soviétique, méritait bien son titre puisqu'il suffisait de la lire pour apprendre en effet la vérité...à l'expression condition cependant d'en prendre systématiquement le contre-pied. Le discours néolibéral qui colonise actuellement les scènes médiatique et politique est de la même farine. Pour entendre la vérité en l'écoutant, il suffit d'en renverser les termes Chacun d'entre eux apparaît alors soit comme un mot-valise qui passe son contraire en contrebande, soit comme un mot écran qui fait obstacle à l'usage de son contraire, soit même comme les deux à la fois. Le discours néolibéral se révèle ainsi un nouvel avatar de cette perversion discursive pour laquelle Orwell a créé le néologisme de novlangue quand il a entrepris de représenter l'univers totalitaire dans son célèbre roman 1984.

### L'inversion de sens

Le procédé le plus emblématique de toute novlangue consiste dans l'inversion du sens ordinaire des termes utilisés : la substitution à leur sens propre du sens de leur contraire, de leur antonyme. Orwell lui-même en a imaginé quelques exemples demeurés célèbres dans son roman. Les trois principaux slogans utilisés par le parti unique au pouvoir en Océanie reposent ainsi sur une pareille inversion de sens : « La guerre, c'est la paix », « La liberté, c'est l'esclavage », « L'ignorance, c'est la force ». Or l'usage que le discours néolibéral fait de ses principaux mots clés procède à une telle inversion, en finissant par renverser le sens des mots utilisés dans leur contraire. Montrons le sur deux exemples pris parmi bien d'autres possibles.

Egalité. La revendication d'égalité est issue des révolutions démocratiques de l'Europe moderne et contemporaine. Elle a été rapidement, souvent dans le cours même de ces révolutions, retournée contre les limites que la bourgeoisie et, plus largement, l'ensemble des classes possédantes, ont cherché à imposer à ces bouleversements révolutionnaires. Cette revendication possède donc une portée subversive, potentiellement dangereuse pour l'ordre social capitaliste. Cette menace qui perdure de nos jours se trouve conjurée dans et par le discours néolibéral à travers une double procédure. D'une part, l'égalité est réduite à la seule égalité juridique et civique, l'égalité formelle des individus face au droit, à la loi et à l'Etat, la seule forme d'égalité qu'exigent et que tolèrent à la fois les rapports capitalistes de production. Quant à l'égalité réelle, l'égalité des conditions sociales, elle est rejetée comme synonyme d'uniformité et d'inefficacité, voire comme attentatoire en définitive à la liberté individuelle. D'autre part, pour tenter d'atténuer les effets potentiellement dévastateurs de la contradiction entre l'égalité formelle et l'inégalité réelle, le discours néolibéral se rabat sur la douteuse notion d'« égalité des chances », qui ignore ou feint d'ignorer l'inégalité des chances entre les individus dans la lutte pour l'accession aux meilleures places dans la hiérarchie sociale, qui résulte de leurs situations socioéconomiques et culturelles respectives dans la société. Au terme de cette double procédure, le mot égalité est devenu propre à désigner l'inégalité sociale et sa perpétuation à travers les luttes de places et de placements. Dans le discours néolibéral, « L'égalité, c'est l'inégalité ! »

Marché. La pensée libérale fétichise le marché dès ses origines ; et le discours néolibéral reprend ce fétichisme à son compte, en le poussant jusqu'à ses plus extrêmes conséquences. Conformément à ce fétichisme, il dénomme et qualifie la société capitaliste de « société de marché ». Ce faisant, il occulte deux phénomènes majeurs. Le premier est tout simplement l'existence du capital comme rapport de production, fondé sur l'appropriation privative des moyens sociaux de production, autrement dit sur la monopolisation de ces moyens par une petite minorité de membres de l'humanité et l'expropriation du restant de l'humanité. Quant au second, c'est la centralisation croissante des capitaux, inhérente à leur accumulation, qui aboutit aujourd'hui à conférer une structure d'oligopole à une majorité, qui va grandissante, de branches de la division sociale du travail, et cela au niveau planétaire. Dans ces conditions, faire l'apologie du marché concurrentiel, c'est faire preuve de bêtise ou de cynisme. Dans les deux cas, cependant, sous ce rapport encore, pour le discours néolibéral, « Le marché, c'est le monopole ! »

### L'oblitération de sens

Le second procédé rhétorique auquel a régulièrement recours le discours néolibéral est l'oblitération de sens. Procédé à la fois opposé et complémentaire du précédent, il consiste non pas à imposer l'usage d'un terme ou d'un sens sous couvert d'un terme ou d'un sens contraire, mais à rendre inaccessible, impraticable, un sens ou un terme par l'intermédiaire d'un autre qui lui fait obstacle ou écran. Autrement dit, il ne s'agit plus d'imposer de penser selon certains termes mais au contraire d'empêcher de penser selon certains termes, de bannir certains mots et, à travers eux, certains concepts et, partant, certaines analyses théoriques dont ces concepts sont les instruments. Là encore, deux exemples suffiront à illustrer la manière dont le discours néolibéral use du procédé.

Charges sociales. Bête noire de petits mais aussi quelquefois des grands capitalistes, les « charges sociales » n'en sont pas moins insupportables pour les hommes politiques et les penseurs néolibéraux. Cette curieuse expression ne désigne pourtant pas autre chose que la part socialisée du salaire : la part du salaire qui n'est pas directement et immédiatement perçue par chaque travailleur salarié pris individuellement mais qui est centralisée en une sorte de fonds salarial social servant à verser des prestations venant soit compléter le salaire direct soit se substituer à lui lorsque, dans des circonstances particulières (la charge d'enfants, la maladie, l'accident de travail, l'invalidité, la retraite), ce dernier s'avère insuffisant ou même inexistant, de manière temporaire ou durable. Ne pas identifier ces « charges sociales » comme une partie du salaire, en parler comme d'une espèce de surcoût venant s'ajouter au coût salarial réduit au seul salaire direct, c'est rendre incompréhensible ce qu'est le salaire (le prix de la force de travail) et ce qui le mesure (la valeur de la force de travail, le coût social de sa reproduction). Mais c'est évidemment aussi se mettre en position de contester la légitimité de ce soi-disant surcoût, en proposant de pratiquer des coupes plus ou moins claires dans les éléments qui le composent. Autrement dit, c'est proposer purement et simplement de réduire la valeur de la force de travail, d'aggraver en conséquence l'exploitation des travailleurs, d'étendre et d'intensifier la pauvreté et la misère dans leurs rangs.

Dettes publiques. Voici une autre bête noire des néolibéraux, toujours prompts à dénoncer l'appétit vorace du Moloch étatique, la mauvaise graisse qu'il fait, le régime au pain sec et à l'eau auquel il conviendrait de le mettre pour lui faire rendre son dû. Il est singulier qu'ils parlent si souvent de la dette publique et si rarement (presque jamais) de ce qui en est pourtant le complément et la condition, le crédit public. Car, pour que l'Etat puisse s'endetter, encore faut-il qu'ils trouvent des prêteurs prêts à lui fournir les recettes que ce même Etat ne trouve pas à se procurer par le biais des prélèvements obligatoires, notamment par l'impôt. Mais qui sont ces généraux créanciers ? Essentiellement des banques, des compagnies d'assurance, des fonds d'investissement, des fonds de pension - en un mot le capital financier. Si ce dernier prête si généralement ses fonds à l'Etat, c'est qu'il s'agit là pour lui d'un placement particulièrement sûr et honnêtement rémunérateur sur le long terme, en l'autorisant à prélever au titre des intérêts une partie des impôts, donc de la richesse sociale produite. Mais si ce capital dispose de pareils fonds, pourquoi l'Etat ne s'en empare-t-il directement, par l'intermédiaire de l'impôt ? Pourquoi doit-il emprunter ce qu'il pourrait prélever, en évitant du même coup d'avoir à s'endetter ? Question sacrilège, dont il s'agit justement d'interdire qu'elle ne soit posée... en évitant de s'interroger sur le mécanisme du crédit public, en mettant précisément l'accent sur la seule dette publique !

### La langue du fétichisme économique

Comme c'est souvent le cas, il existe un lien étroit entre le contenu du discours néolibéral, sa vision ou compréhension des rapports sociaux, et sa forme, notamment les procédures rhétoriques qu'il met en œuvre. Avançons une hypothèse à ce sujet.

Le discours néolibéral procède de ce que Marx nommait le fétichisme des rapports capitalistes de production. Disons simplement que, pour Marx, ce fétichisme se réduit en définitive à réifier (transformer en choses) les rapports de production, partant les hommes que ces rapports médiatisent et qui en sont les acteurs, ainsi qu'à déifier

(sacraliser) les choses en leur attribuant des qualités ou propriétés qu'elles ne doivent qu'à leur fonction de supports de ces rapports mais qui, du coup, paraissent leur appartenir en propres et leur confèrent une apparence surhumaine [1]. Ainsi la marchandise semble-t-elle posséder par elle-même la mystérieuse propriété d'être valeur et de s'échanger contre ses semblables en des rapports qui échappent à la maîtrise, à la volonté et même à la conscience des hommes qui en sont pourtant les producteurs. L'argent, sous forme d'une simple pièce de métal, d'un vulgaire bout de papier ou d'une carte à puce électronique, semble posséder la non mystérieuse capacité de pouvoir s'approprier n'importe quel produit du travail humain et de pouvoir commander par conséquent l'activité des producteurs. Et, devenu capital, l'argent semble même doté du pouvoir surnaturel de se mettre en valeur par lui-même, d'engendrer de l'argent comme le poirier produit des poires (comme le disait ironiquement Marx), en un mot de s'auto-engendrer à l'image des dieux, en pliant tout (l'ensemble des conditions matérielles et sociales de la production) et tous (les producteurs) aux exigences de sa reproduction.

Le concept de fétichisme permet à Marx d'expliquer plus qu'une simple illusion de la conscience des agents économiques, capitalistes aussi bien que travailleurs salariés. A travers lui, c'est de l'apparence même que revêt le mouvement économique de la société capitaliste dont il cherche à rendre compte : de la manière réelle dont se manifeste un mouvement dans lequel les hommes sont réifiés tandis que les choses qu'ils produisent accèdent au statut de puissances surhumaines, dans lequel les sujets deviennent des objets et les objets des sujets qui les dominent, un mouvement qui combine selon les propres termes de Marx « *la personnification des choses et la réification des rapports sociaux, cette religion de la vie quotidienne* [2] », « *la subjectivation des choses, la chosification des sujets, l'inversion de la cause et de l'effet, le quiproquo religieux* [3] ». Ce monde à l'envers, qui est notre univers quotidien, voilà le théâtre d'ombres qui sert de cadre, de référent et d'objet au discours néolibéral : ce dernier rend très exactement compte de ce monde tel qu'il est. Ou, plus exactement, tel qu'il serait s'il n'était pas précisément pure apparence : s'il ne procédait pas du fétichisme. C'est bien en quoi réside d'ailleurs sa portée idéologique : elle consiste à conforter cette apparence, en la masquant en tant que telle, pour faire croire que la réalité s'épuise dans cette apparence, il en entretient le « quiproquo religieux » dans sa forme vulgaire et il le tente de le conforter dans et par ses constructions théologiques. Autrement dit, le discours néolibéral cherche à nous faire croire que ce monde à l'envers dans lequel les choses (marchandises, argent, moyens de production, titres de propriété, etc.) commandent aux hommes qui en sont pourtant les producteurs est non seulement le seul monde possible mais le meilleur des mondes.

A partir de là, on peut aussi comprendre les deux opérations fondamentales qui sont à l'œuvre dans sa rhétorique, l'inversion de sens et l'oblitération de sens. Transformer les sujets en objets et les objets en sujets, faire passer les hommes pour des choses et les choses pour des puissances surhumaines, telle est en définitive l'alpha et l'oméga de l'inversion de sens auquel procède la plupart des concepts clés autour desquels s'articulent le discours néo-libéral. En ce sens, il constitue dans une certaine mesure la langue du fétichisme économique. Rendre simultanément impraticables les voies qui mènent à l'élaboration ou à l'emploi des notions critiques qui permettraient de dénoncer l'opération précédente, donc de renverser ce monde à l'envers, refouler ces notions critiques de l'usage courant, les effacer de la mémoire de ceux qui avaient pu les acquérir un moment, telle est la fonction complémentaire de l'oblitération de sens. Car il ne suffit pas de faire l'apologie du monde à l'envers ; encore faut-il masquer ou discréditer les leviers critiques qui permettraient de le remettre à l'endroit.

Alain Bihl

---

[1] Cf. à ce sujet *La reproduction du capital*, Lausanne, Editions Page deux, 2001 ; et Antoine Artous, *Le fétichisme chez Marx*, Syllepse, 2006

[2] *Le Capital*, Paris, Editions Sociales, 1960, tome VIII, page 208

[3] *Théories sur la plus-value*, Paris, Editions Sociales, 1978, tome 3, page 582